

L'œuvre
de la Commune
de 1871

L'ŒUVRE DE LA COMMUNE DE 1871

En 1871, à Paris, les ouvriers ont tenté de construire un monde nouveau, débarrassé de l'injustice et de l'exploitation. Pour la première fois de l'histoire, des ouvriers prennent le pouvoir et forment leur propre gouvernement. Ils se mettent au service des masses pauvres. Les ouvriers ont démontré que le monde peut changer de base, que c'est possible. Cette révolution sociale, on l'appelle « La Commune de Paris ».

QUELQUES FAITS HISTORIQUES

À cette époque, en 1870, la France est en guerre contre l'Allemagne. Le 2 septembre 1870, l'Empereur français, Louis Napoléon III est fait prisonnier avec ses troupes. L'Allemagne se trouve à présent en position de force face à la France, et se dirige sur Paris. Le 4 septembre, c'est la défaite pour l'armée française quand l'Allemagne envahit la ville de Sedan. Le peuple de Paris est mécontent. Il va à l'Assemblée nationale, exige la république.

Les riches sentent un danger du côté des ouvriers et des intellectuels, médecins, écrivains, etc... et s'empressent de former un gouvernement de « défense nationale ». Ce sont des républicains bourgeois qui prennent le pouvoir. À la tête de ce gouvernement, un général nommé Trochu est président et 12 politiciens bourgeois dont les 3 Jules (Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon) forment ce gouvernement.

Paris est assiégé par les Allemands à partir du 19 septembre. De fait, le peuple de Paris souffre du froid, de la faim et des bombardements. Le peuple attendait la république depuis des années, mais rien ne change pour lui. Il dresse des barricades pour défendre Paris contre l'armée allemande. De nombreux militants révolutionnaires de différentes tendances, même s'ils sont nationalistes, sont aussi républicains. Pour eux, la république doit être sociale, c'est-à-dire contre les riches, les exploités, et pour la liberté.

LA MEFIANCE D'EN BAS, S'ORGANISE

Des ouvriers, des écrivains, des employés restent méfiants face à ce gouvernement de riches et vont former des comités de vigilance. Ils vont se mettre à contrôler la situation eux-mêmes, en surveillant par exemple ce que font les maires. L'idée de ces comités vient des militants ouvriers habitués, entraînés à se réunir, à discuter, à réfléchir, bref, qui sont expérimentés. Ces comités ont un programme social et politique pour les pauvres, les ouvriers, les exclus de cette société. Ils revendiquent par exemple le droit de se réunir et de se former en association. À côté de ces comités, s'est formé une autre direction qui s'appelle « le comité central de la garde nationale ».

La garde nationale date de la Révolution française. C'est un bataillon d'hommes armés, mais ce ne sont pas des militaires. Ce sont des bourgeois en arme, mobilisables à tout moment. Après la Révolution française, au cours du 19^e siècle, la garde nationale continue à recruter ses hommes chez les riches, et réprime les insurrections populaires. Mais en août 1870, Napoléon III transforme cette armée en recrutant tous les hommes valides de moins de 40 ans pour défendre Paris contre les Allemands. Les ouvriers au chômage ou en difficulté financière s'engagent dans cette garde nationale où ils pourront toucher 30 sous (15F). C'est ainsi que les bataillons qui se constituent dès la fin de septembre 1870 proviennent petit à petit des quartiers populaires de Paris et sont en majorité hostiles au gouvernement bourgeois. Par contre, les chefs restent riches. A cette date, la garde nationale compte 380 000 hommes avec 1200 canons et 400 000 fusils.

DEUX CLASSES, DEUX VOLONTES, DEUX POUVOIRS

Cette situation aboutit à ce que, dans Paris, deux pouvoirs s'opposent : celui des riches, et celui du peuple, encore incertain.

Le 31 octobre 1870, il y a un début d'insurrection. Le peuple se met à contester le pouvoir. Quel est donc ce gouvernement de « défense nationale » qui ne défend rien du tout, qui laisse l'Allemagne vouloir démanteler la république ? Alors, lorsqu'on apprend la capitulation de la France avec l'Allemagne et les négociations de paix en cours, le peuple s'insurge. Les comités de vigilance veulent s'attaquer au gouvernement. L'idée d'une Commune naît dans la tête des révoltés qui réclament le gouvernement du peuple.

Le 22 janvier, devant l'hôtel de ville, les gardes nationaux réclament la guerre plus que jamais. L'armée tire sur la foule, effectue des arrestations, supprime les journaux républicains. Le 28, l'armistice est signé avec l'Allemagne.

Du côté du gouvernement, le véritable ennemi, ce n'est plus l'Allemagne, mais les ouvriers et tous ceux qui sont révoltés. Alors, pour faire patienter le peuple et surtout pour le tromper, le gouvernement promet des élections et les prépare en faisant une campagne anti-ouvrière parmi les paysans. Ils sont majoritaires à cette époque et comme ils veulent la paix, ils se laissent gagner. La France vote pour un gouvernement réactionnaire. De ces élections, va sortir un chef nommé Thiers au cours du mois de février 1871.

C'est donc à Thiers qu'il revient de faire rentrer dans l'ordre le peuple de Paris, voire de rétablir la monarchie. Le gouvernement prend de sévères mesures contre la population parisienne qui continue à souffrir de la faim due au rationnement qui lui est imposé. Le salaire de 30 sous aux gardes nationaux est supprimé. Dans la garde nationale, il y a maintenant une majorité populaire. Les gardes nationaux décident d'occuper l'hôtel de ville et d'élire eux-mêmes, d'en bas, dans leurs rangs, des délégués. C'est ainsi que se forme le Comité central de la garde nationale. Il va mettre en place une véritable organisation, participer à la vie des quartiers de Paris, aider à résoudre les problèmes de ravitaillement dus au siège. Les comités de vigilance et le comité central de la garde nationale représentent une certaine autorité sur les masses pauvres. Et cette autorité grandit face à l'inaction, aux trahisons du pouvoir officiel, du pouvoir des riches.

L'INSURRECTION DU 18 MARS 1871

Thiers a sous-estimé l'importance de la garde nationale, mais lorsqu'il en prend conscience, il tient à affirmer que c'est lui le chef. Pour cela, il envoie l'armée reprendre les canons sur la Butte Montmartre dans la nuit du 17 au 18 mars. Ces canons appartenaient à la garde nationale ; il n'était pas question qu'on les leur vole.

Soudain, au petit matin, la foule des travailleurs surgit, comme s'ils avaient senti que l'armée venait chercher les canons. Les femmes en avant, le comité de vigilance, Théophile Ferré et Louise Michel, sont en tête pour défendre les canons. L'armée, à qui l'on ordonne de tirer sur le peuple, s'y refuse et au contraire se solidarise avec la foule. Verdaguer, un sous-officier de l'armée s'écrie : « Camarades, armes à terre ! » Tous les officiers obéissent et arrêtent Lecomte, le commandant de l'armée.

C'est la peur du côté de la bourgeoisie. Thiers, le chef du gouvernement prend la décision de quitter Paris et en donne l'ordre à ses troupes. Les bourgeois et tous les riches s'enfuient à Versailles. Le peuple de Paris se retrouve seul et c'est spontanément que tout le monde se rassemble à l'hôtel de ville (la mairie) en criant « Vive La Commune ! » On hisse le drapeau rouge. C'est la révolution.

LA POPULATION SE CHOISIT SON GOUVERNEMENT

Le Comité central s'installe à l'hôtel de ville et finit par prendre en main le pouvoir. Très vite, il s'occupe de remettre en marche le fonctionnement de Paris. La première décision qu'il prend, c'est d'organiser des élections rapidement, afin d'élire parmi la population ceux qui occuperont les postes de responsabilités. Ces élections sont prévues pour la semaine suivante, le 26 mars. "Les hommes qui vous suivront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre vie, souffrant des mêmes maux" est l'appel lancé au peuple de Paris par voie d'affichage (ci-contre l'affiche).

Qui est élu le 26 mars ? Plusieurs élus de la Commune sont des militants révolutionnaires de différentes tendances. La plupart sont blanquistes, d'autres proudhoniens et certains, mais rares, sont marxistes. Ils ont participé à de nombreux combats, se sont battus sur les barricades de 1848 et 1870. Ils ont connu les grèves et ont été pour la plupart en prison pour leurs idées. Ils deviennent connus des masses populaires et sont parmi les membres les plus actifs de la Commune. Certains d'entre eux sont membres de l'Internationale et élus au Comité central de la garde nationale.

Parmi ces élus (66 au total), 25 sont ouvriers. Il y a aussi des enseignants, des écrivains, des médecins, des journalistes qui sont au côté de la classe ouvrière. Chacun va se mettre à diriger les choses, à s'occuper de remettre en route l'administration que les bourgeois ont délaissée avant de s'enfuir à Versailles. Les bourgeois ont même détruit ou caché des dossiers de travail. C'est un gouvernement de la classe ouvrière qui se met en place, au service des exclus, des femmes et des enfants, des étrangers.

Un ciseleur en bronze, Theisz, est chargé de la direction des postes. Il n'a que 32 ans. Il s'occupe de relancer la distribution des lettres dans tout Paris. Il rétablit le service en 48 heures. Un ouvrier relieur, Varlin, s'occupe des finances avec un employé de banque, Francis Jourdes. Varlin a 32 ans. Il s'occupe aussi de la subsistance (ravitaillement, rationnement). Il a créé un restaurant

ouvrier qu'il a appelé « la marmite ». C'est grâce aux cotisations des ouvriers que ce restaurant peut vivre. On y mange bien, à moindres frais, et surtout, c'est un endroit convivial où l'on peut se retrouver pour discuter. Jean-Baptiste Clément, lui, est chansonnier (il chante des chansons). Il occupe plusieurs postes sous la Commune : les subsistances, la fabrication des munitions, l'enseignement. C'est lui qui mettra en chanson le célèbre chant « L'Internationale », l'hymne des travailleurs du monde entier. Un cordonnier, Simon Dereure, s'occupe de la justice, puis aussi de la subsistance. Il a 33 ans au moment de la Commune.

Parmi ceux qui dirigent la Commune, plusieurs sont des étrangers, venus pour participer et combattre dans les rangs de la Commune. Ils vont diriger des postes de commandements ou administratifs. Le travailleur hongrois Léo Frankel met en place l'essentiel des mesures sur le travail, et l'organisation de la production. Il a 27 ans. Dombroski et Wroblevski sont deux polonais qui ont un rôle militaire à la tête des combattants de la Commune. Tous deux ont 35 ans. Wroblevski est ouvrier imprimeur, bien qu'il soit d'origine noble et qu'il ait fait des études. Garibaldi élu de la Commune est italien, venu défendre la république contre l'empire Prussien.

Au service de la cause populaire, on peut aussi citer Charles Delescluzes. C'est un journaliste qui a combattu le régime de terreur de Napoléon III. Il a fait de la prison où il s'est lié aux militants d'origine ouvrière. En 1870, il dénonce le gouvernement de défense nationale. Sous la Commune, il fait partie de plusieurs comités. Il mourra sur les barricades.

Louise Michel est institutrice, élue présidente du comité de vigilance. Pendant la Commune, elle secourt les malades, les soigne. Elle fait des conférences pour instruire le peuple. Elle sera aussi un soldat qui se bat sur les barricades lorsque Thiers et ses troupes reviendront à Paris pour massacrer la Commune. Louise Michel sera déportée en Nouvelle-Calédonie où elle continuera à militer avec les habitants, les Canaques. Elle apprendra leur langue, et enseignera aux enfants à lire et à écrire. Jules Vallès, écrivain, dénonça comme bien d'autres, le gouvernement de défense nationale. Sous la Commune, il est nommé à la commission de l'enseignement. Edouard Vaillant, 31 ans, s'occupe de l'enseignement.

Mais le révolutionnaire le plus prestigieux, Auguste Blanqui, lui, est en prison. Très jeune, sorti du collège, il devient vite révolté contre le régime établi, et très tôt il commence un travail d'agitation et de propagande contre la bourgeoisie. Blanqui était connu pour ses capacités organisatrices et militaires. Il pensait que les armes et l'organisation étaient le « moyen sérieux d'en finir avec l'oppression et la misère. Qui a du fer a du pain ». Il pensait aussi qu'une révolution pouvait être faite par une minorité de militants parfaitement organisés et armés qui s'emparent du pouvoir. Ainsi, il avait organisé de nombreuses actions insurrectionnelles contre la bourgeoisie, ce qui lui a valu 33 ans de prison. A son enterrement, plus de 100 000 personnes seront présentes au Père-Lachaise.

Blanqui a 66 ans au moment de la Commune de Paris. Bien qu'il soit en prison, il est élu le 26 mars par plus de 14 000 voix. Nombreux sont les militants de la Commune inspirés des idées et du travail de Blanqui. On les appelle les blanquistes. C'est parmi eux que l'on trouvera les chefs militaires Duval, Eudes, Rigault, Ferré. Ce sont eux qui proposent les mesures de combat. Certains blanquistes sont convaincus de la nécessité d'attaquer Versailles.

Les membres de la Commune décident que tous les élus seront payés au même salaire qu'un ouvrier, 15 francs par jour. Et ce, même s'ils cumulent plusieurs tâches. De plus, tous les postes sont révocables. Autrement dit, chaque élection peut être refaite, à tout moment. Cela est arrivé à des élus de la Commune qui étaient chargés de défendre Paris, et qui n'ont pas fait l'affaire.

Dans notre société actuelle, dite « démocratique », un élu pour 5 ans fait ce qu'il veut durant tout le temps de son mandat. Et son mandat, personne ne le conteste et ne le remet en cause.

DES DECISIONS NOUVELLES AU SERVICE DE LA POPULATION

Au lendemain des élections, le Comité central laisse sa place aux élus de la Commune qui vont mettre en place une série de mesures totalement nouvelles.

La première mesure de la Commune, très importante, c'est « la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes ». L'armée permanente, c'est celle qui existe dans toutes les Etats bourgeois. Ce sont des militaires qui vivent enfermés dans des casernes, coupés de la vie sociale. Ils sont formés dans des écoles spécialisées sous un contrôle hiérarchique. On leur donne une conception du monde qui est celle de la classe dominante. Et cette armée sert à défendre la bourgeoisie contre des ennemis extérieurs, mais aussi lorsque la situation sociale du pays se trouve contestée par les travailleurs qui remettent en cause le système.

A la place de cette armée permanente, le peuple en armes de la Commune, c'est le peuple qui se gouverne et se contrôle lui-même avec les armes à la main, au service de la cause socialiste, pour se débarrasser de l'exploitation et de la misère. Des hommes et des femmes apprennent à manier les armes et à combattre pour leur émancipation et en considérant le soldat étranger comme un frère d'abord, un travailleur sous l'uniforme.

Eugène Varlin disait à propos de l'armée permanente « qu'elle prend des hommes et rend des esclaves » (proclamation aux gardes nationaux du VI arr.). « Plus d'armée permanente -dit la Commune- mais la nation tout entière... plus d'oppression, d'esclavage ou de dictature d'aucune sorte, mais la nation souveraine, mais les citoyens libres, se gouvernant à leur gré ».

L'une des choses que la Commune dénonce, c'est la religion. « La religion -disait Karl Marx- c'est l'opium du peuple ». De tout temps, les pauvres sans instruction se sont tournés vers la religion pour y trouver un espoir. La Commune lutte contre l'influence de l'Eglise et de la religion. Elle décrète la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'enseignement devient laïc, c'est-à-dire débarrassé des curés. L'impôt qui servait à financer les écoles religieuses est supprimé. Tous les biens religieux deviennent propriété nationale, et les prêtres, instituteurs et professeurs religieux sont arrêtés. On les remplace par des instituteurs laïcs. Edouard Vaillant, nommé responsable à l'instruction publique, annonce, le 11 mai, que l'enseignement religieux doit disparaître des écoles parisiennes. Il donne l'ordre aux instituteurs et institutrices religieux d'enlever les « crucifix et madones ». Tous ces symboles en métal précieux sont transformés en monnaie. La Commune décrète la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises.

Parallèlement, la Commune développe l'instruction. Elle devient gratuite, publique et obligatoire pour tous les enfants. Les filles qui n'y avaient pas droit jusque-là y vont aussi. La Commune fait de l'instruction « un droit absolu pour l'enfant ». « Seul, l'instruction rend l'enfant, devenu homme, réellement responsable de ses actes envers ses semblables ». Des écoles professionnelles sont créées. Une école est aménagée pour les enfants de 12 ans, dans le but de « compléter l'instruction que les enfants ont reçu dans les écoles primaires et pour y faire, en même temps l'apprentissage d'une profession ». La Commune a permis l'égalité des salaires entre les instituteurs hommes et femmes en décidant d'augmenter leurs revenus.

Un des objectifs que se donne la Commune, c'est de développer l'éducation du peuple en mettant à sa disposition les parcs, les musées. Avant, seuls les riches pouvaient y aller. L'enseignement sous la Commune se fait pourtant dans des conditions difficiles dues au siège, avec un manque de moyens financiers, dans une ville isolée du reste du monde. La répression Versaillaise s'abattra durement sur les enseignants de la Commune, instructeurs du socialisme.

Parmi d'autres mesures sociales, la Commune ne fait pas payer les loyers en retard depuis octobre 1870. Elle décide aussi de réquisitionner tous les logements libres, c'est-à-dire qu'on les prend et on y loge les gens dans le besoin. Les orphelins et les enfants abandonnés sont adoptés.

La Commune décide que tous ceux qui travaillent pour la fonction publique toucheront le salaire d'un ouvrier. La journée de travail était de 12 heures à l'époque. La Commune la fixe maintenant à 10 heures : deux heures de moins par jour, donc. Le travail de nuit des boulangers est supprimé, mesure que les ouvriers boulangers réclamaient depuis plusieurs années. Certains patrons boulangers ont essayé de saboter cette mesure et ont continué à faire travailler les ouvriers de nuit. La Commune a alors réquisitionné les pains fabriqués la nuit, c'est-à-dire qu'elle les a pris pour les donner aux gens dans le besoin.

On fait le compte des ateliers abandonnés par les patrons, et on les ouvre pour les faire fonctionner. On interdit les amendes et les retenues sur les salaires dans les ateliers et les administrations. Toutes ces mesures sur le travail, c'est la tâche du travailleur hongrois, Léo Frankel. Il déclare le 13 mai : « Nous ne devons pas oublier que la révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, je ne vois pas la raison d'être de la Commune ».

UNE VIE POLITIQUE POPULAIRE ET PROPRE

Partout, dans chaque arrondissement existent des clubs. Ils sont au nombre de 36. Ce sont des réunions de discussions. Ces clubs sont un héritage de la Révolution française de 1789-94. Après le 18 mars, sous la Commune, on y discute de comment défendre la révolution et construire un monde nouveau.

Les réunions se font entre autres dans les églises que les communards ont réquisitionnées. « Tout un peuple s'entretient de choses graves ; pour la première fois, on entend les ouvriers échanger leurs appréciations sur des problèmes qu'avaient abordés jusqu'ici les seuls philosophes ». Même dans les clubs existe la révocabilité. Un article d'un des clubs précise que les membres du club sont « ligüés pour faire triompher la révolution » et que si l'un d'entre eux manque à son mandat, il sera expulsé. (Règlement et statut du club du XIIIème arrondissement).

Les femmes, habituellement à l'arrière-plan de la société se mettent à jouer un rôle important. Plusieurs clubs réclament leur émancipation. Parmi elles, Louise Michel qui était en avant pour empêcher la prise des canons. « Le peuple -dit Louise Michel- n'obtient que ce qu'il prend ».

Les femmes apprennent à se battre et sont sur les barricades, elles secourent les blessés. Bien que la Commune n'ait pas donné le droit de vote aux femmes, elles s'organisent et forment des

comités, se réunissent dans les clubs de discussions. Bref, elles participent pleinement à l'œuvre de la Commune.

QUELQUES COMMUNES EN PROVINCE

La Commune de Paris fait naître chez les masses populaires des villes une ardente sympathie et un énorme espoir. Dans la France entière, les cheminots servent de liaison en répandant partout les proclamations et affiches de la Commune. Lorsqu'elles apprennent la nouvelle, des villes de province se soulèvent et proclament aussi une Commune.

A Lyon, le 22 mars, à midi, huit cents délégués de la Garde nationale se réunissent au Palais Saint-Pierre. Le citoyen Leblanc arrivé de Paris explique le mouvement. Beaucoup veulent qu'on se déclare immédiatement contre Versailles. On va à l'hôtel de ville pour demander l'élargissement des libertés municipales. Les délégués finissent par envahir l'hôtel de ville suivi bientôt par la foule. On proclame une commission communale avec cinq conseillers. On prend une série de résolutions : la destitution du préfet et celle du Général de la Garde nationale. On remplace ce dernier par Ricciotti Garibaldi. La foule acclame ces résolutions. La Commune est proclamée. Le 23, les cinq conseillers nommés la veille se déclarent incompétents à assurer les postes de responsabilités. Les insurgés proclament que « la Commune doit faire sa police et disposer de sa Garde nationale. Avec la Commune, les institutions sociales attendues par les travailleurs seront fondées. Bien des misères et des souffrances seront soulagées ».

Le soir, Amouroux, un citoyen lyonnais, et deux délégués du Comité central de Paris prononcent un discours au balcon de l'hôtel de ville. La foule acclame : « Vive Paris ! Vive la Commune ! ». Mais très vite, le 24, les conseillers municipaux se retirent. La Garde Nationale en fait de même. Les masses populaires abandonnent petit à petit l'hôtel de ville. La Commune, tout à fait isolée « s'évanouit » (Lissagaray).

C'est à Marseille que s'est développée la plus puissante et la plus longue des insurrections de province. Les clubs se remplissent. Tout commence avec la parole enflammée de Gaston Crémieux, un citoyen marseillais, le 22 mars au soir : « Jurons que nous sommes unis pour défendre le gouvernement de Paris, le seul que nous reconnaissons ». Le 23, le préfet veut convoquer la Garde nationale pour se préparer à d'éventuelles manifestations. Mais les bataillons populaires se regroupent de toute part en criant « Vive Paris ! », marchent jusqu'à la Préfecture et arrêtent le préfet. La population se munit d'armes.

Une commission de 6 membres est constituée, avec Gaston Crémieux en tête. L'armée avait évacué la ville pendant la nuit. Marseille est entièrement aux mains du peuple. Le 24, on hisse le drapeau rouge. Mais cette commission fonctionne en réalité avec deux membres qui s'efforcent de conduire le mouvement. Suspectée de trahison et découragée, la commission ne se renforce pas et personne ne s'y rallie. Le 26, le mouvement commence à s'essouffler. Marseille reste isolée faute d'organisations et d'expériences. Le 4 avril au matin, un Général nommé Espivent et ses troupes entrent dans Marseille et bombardent la préfecture. Les versaillais massacrent plus de cent cinquante personnes du côté du peuple. Plus de neuf cents personnes sont emprisonnées au château d'If et au fort Saint-Nicolas.

La Commune de Paris a essayé de lancer des appels à la province. Il y a eu Lyon, Marseille, mais aussi Saint-Etienne, Toulouse, Narbonne, Limoges. Dans certaines villes, le peuple s'était

soulevé dès le mois de septembre. Mais c'est seulement à la fin avril que Paris songe à s'adresser spécialement aux paysans :

« Frères, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes (...) Voilà plus d'un siècle, paysan, pauvre journalier, qu'on te répète que la propriété est le fruit du travail sacré et tu le crois (...) S'il était vrai que la propriété est le fruit du travail, tu serais propriétaire, toi qui a tant travaillé (...) Non, frère, le travail ne donne pas la propriété. Elle se transmet par hasard ou se gagne par ruse. Les riches sont des oisifs ; les travailleurs sont des pauvres –et restent pauvres. C'est la règle, le reste n'est que l'exception ». Karl Marx affirmera que la crainte de Versailles était un « soulèvement général des paysans ».

Du fait du blocus franco-allemand imposé à Paris, la capitale est coupée des grandes villes. La propagande versaillaise contre le peuple de Paris fait que ces villes restent isolées et les paysans des campagnes deviennent ou restent hostiles à Paris.

LA REPRESSION : LA COMMUNE N'EST PAS MORTE

En deux mois et demi, c'est toute la vie politique qui a changé à Paris. On vit le début d'un monde nouveau, humain et généreux. « Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agressions ; on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle à Versailles toute sa clientèle conservatrice ».

A Versailles, les bourgeois préparent leur vengeance. Thiers demande et obtient de Bismarck qu'il libère ses soldats fait prisonniers. Il y ajoute des paysans recrutés en toute hâte. La solidarité de classe existe aussi chez les bourgeois lorsqu'ils ont un intérêt commun. Les bourgeoisies n'hésitent pas alors à mener une lutte à mort contre la révolution pour sauvegarder leurs privilèges.

Une fois reconstituée, cette armée commence à entrer dans Paris le 21 mai. Elle massacre avec une sauvagerie indescriptible remplie de haine, le peuple de Paris, égorgeant femmes et enfants. Cela dure une semaine. Ce massacre est connu sous le nom de « la semaine sanglante ». Il a fait 30 000 morts.

Les communards se battent jusqu'au bout. Beaucoup meurent sur les barricades. Nombreux aussi sont faits prisonniers. Le plus grand nombre est déporté en Nouvelle-Calédonie ou en Guyane. D'autres réussissent à s'enfuir à l'étranger.

La haine de classe a fait disparaître pendant quelques années le mouvement ouvrier en tant que force sociale. Mais la Commune n'est pas morte. L'idée même de changer le monde reste vivante dans les têtes et renaîtra régulièrement.

L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNE

L'originalité de la Commune repose sur le fait qu'en 72 jours, les élus ont adopté un certain nombre de mesures réalisables tout de suite, un ensemble de principes révolutionnaires qu'aucune assemblée de bourgeois n'a jamais adoptés.

Malgré ses erreurs, ses maladresses, sa naïveté même, ce gouvernement honnête, de la classe ouvrière, a existé. Des ouvriers qui se mettent à prendre les choses en main, c'est possible. Voilà ce que montre la Commune. Elle représente un espoir pour tous ceux qui rêvent d'une autre société.

Marx a dit à propos de la Commune : « La Commune a montré qu'elle a été une forme tout à fait susceptible d'expansion, alors que toutes les formes de gouvernement avaient jusque-là mis l'accent sur la répression. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme enfin trouvée qui permettait l'émancipation économique du travail ».

Vive la Commune !

Décembre 2002

BIBLIOGRAPHIE

- La Commune de 1871 (L'Ouvrier)
- La Commune de Paris
vue de Montmartre (L'Ouvrier)
- La Commune de Paris
vue du Père-Lachaise (L'Ouvrier)
- La Commune
Maurice Dommanget
- La Commune de 1871
Jean Bruhat, Jean Dautry et Emile Tersen (Ed.sociales)
- Paris au front d'insurgé. La Commune en images
Ch. Feld, F. Hincker
- Grande histoire de la Commune. Les protagonistes (tome 2)
Georges Soria
- Au temps de la Commune.
Julien de Belleville, Raoul Dubois (Coll. Racine du futur)
- La Commune
Louise Michel
- Blanqui
Maurice Dommanget

L'OUVRIER BP 64 - 94202 Ivry/Seine Cedex

prix conseillé 0,5 €